

Journal de 20 heures
Henri Konan-Bédié : « Nous avons eu à faire
savoir au gouvernement français que nous
approuvions son initiative qui est une action
humanitaire en faveur de nos frères et de nos
sœurs du Rwanda »

Patrick Poivre d'Arvor, Patricia Allémonière

TF1, 12 juillet 1994

À Kigali, les soldats de la minorité tutsi savent qu'ils ne peuvent diriger sans l'accord de la majorité. Alors ils tentent de réconcilier les ethnies.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Le retrait de l'opération Turquoise au Rwanda commencera fin juillet ou début août a annoncé Alain Juppé. Une décision dont le Front patriotique rwandais s'est félicité. Le [il tousse]..., pardon, le retrait sera progressif afin d'assurer une relève avec les Casques bleus de la mission d'assistance de l'ONU d'ici au 22 août.

Pendant ce temps à Kigali, la vie tente de reprendre le dessus. Hutu et Tutsi retournent dans leurs maisons et s'interrogent sur l'avenir. Le reportage de Patricia Allémonière et de David Cosset.

[Patricia Allémonière :] Ils ne peuvent pas encore rentrer chez eux : ils habitent dans les collines plus à l'Ouest, celles qui ne sont pas encore pacifiées, celles où traîneraient des miliciens. Alors ils restent dans le camp de Ndera. Ils ne sont pas les seuls : plusieurs centaines de familles sont encore bloquées ici. Dans ce centre établi par le Front patriotique rwandais, Hutu et Tutsi ont appris à vivre côte à côte. Les militaires ont pris les choses en main [diffusion d'images de réfugiés errant dans le camp].

Appartenant à la minorité tutsi [gros plan sur un soldat du FPR], les soldats savent qu'ils ne peuvent diriger sans l'accord de la majorité. Alors ils tentent de réconcilier les ethnies. La population aujourd'hui, après des mois de massacres, est prête à donner sa confiance au FPR. Elle a trop souffert. Les handicapés qui portent la marque des machettes se comptent par milliers [on voit une femme marcher de dos à l'aide de béquilles, il lui manque une jambe].

[Patricia Allémonière dans la nuit de Kigali, face caméra et devant un blindé de l'ONU : "Les forces armées anti-gouvernementales qui sont en train de l'emporter seront-elles assez sages pour accepter de partager le pouvoir ? C'est la question que tout le monde se pose. Une chose est certaine, le renforcement de la présence internationale, l'arrivée de la MINUAR II, ne peut que réduire les risques de dérive".]

[**Patrick Poivre d'Arvor interviewe à présent en plateau Henri Konan-Bédié.**]

Patrick Poivre d'Arvor : Henri Konan-Bédié, euh, bonsoir. Vous êtes Président ivoirien. Alors..., on a vu au Rwanda, euh..., des Nigériens, on a vu des Sénégalais. On voit pas d'Ivoiriens. Vous êtes opposé à cette opération Turquoise ?

Henri Konan-Bédié, Président de la Côte d'Ivoire : Non, pas du tout. Au contraire nous avons eu... à faire savoir au gouvernement français, hein, que... nous approuvions son initiative... qui est une action humanitaire en faveur... de nos frères et de nos sœurs de ce Rwanda. Ben..., voyez-vous, je l'ai déjà expliqué, la Côte d'Ivoire n'a pas l'habitude d'envoyer des troupes à l'étranger lorsqu'il s'agit, n'est-ce pas, de participer ou de... régler des conflits armés. Ce n'est pas là le cas. Il s'agit de ce que nous avons nous-mêmes à la frontière de la Côte d'Ivoire, sur la frontière du Libéria : un conflit local pour lequel nous avons dû mobiliser nos troupes pour assurer la sécurité et la paix des populations, et des réfugiés et des populations ivoiriennes.

Patrick Poivre d'Arvor : Vous sentez la France trop..., trop présente en Afrique, euh, faisant trop sentir son influence d'ancienne colonisatrice ?

Henri Konan-Bédié : Non je ne pense pas. Je crois qu'au contraire, à l'heure actuelle, on recherche, n'est-ce pas, de bonnes volontés... des États, des gouvernements qui puissent, euh, prendre le relais de l'action française au Rwanda.

Patrick Poivre d'Arvor : Alors parmi les..., les premières, euh..., actions de la France tout récemment, euh..., pour l'Afrique – pour ou contre l'Afrique, ça l'Histoire le..., le..., le dira –, il y a eu la dévaluation du Franc CFA. Est-ce

que cette dévaluation a été bien digérée, euh..., par la population ivoirienne d'abord et... d'une manière générale par l'Afrique ?

Henri Konan-Bédié : Les..., la dévaluation qui relève, euh, du passé maintenant, puisqu'elle a eu lieu en janvier – tout à fait dans..., au début de la deuxième semaine du mois de janvier, le 11 janvier, euh..., 1994 –, a été, euh..., accueillie par la population ivoirienne avec beaucoup de calme, de sérénité et un sens élevé de l'intérêt national. Cela relève maintenant du passé. Ce à quoi les Itali..., les..., les Ivoiriens s'attèlent maintenant c'est de compter avec, euh, leurs atouts pour regarder l'avenir en face.

Patrick Poivre d'Arvor : Alors leurs atouts, parlons-en. Euh, vous, vous succédez à un homme, Félix Houphouët-Boigny, qui a été au pouvoir pendant un tiers de siècle. Est-ce que c'est facile de..., d'affirmer sa personnalité quand on succède à un homme qui en avait autant ?

Henri Konan-Bédié : Oh, je dis qu'il n'est pas question de réinventer la personnalité du Président Houphouët-Boigny [sourire]. J'assume les fonctions à la tête de l'État, je le fais de mon mieux. Et je crois qu'avec l'équipe soudée qu'il y a autour de moi, nous ne ferons que continuer, prolonger ou agrandir l'œuvre entreprise sous la présidence du Président Félix Houphouët-Boigny.

Patrick Poivre d'Arvor : Je vous remercie Monsieur le Président. On va maintenant parler d'un..., d'un pays africain où ça se passe pas très bien – pas bien du tout même –, l'Algérie, puisque là-bas, la violence est sans relâche [...].